

INVITATION À SOUMISSIONNER

Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA CCN: **LW010**

<p>ADRESSER LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS À:</p> <p>Lana Wilson, Agente principale aux contrats (613) 239-5678 poste 5192 lane.wilson@ncc-ccn.ca</p>	<p>N° DU CONTRAT:</p>
<p>CLÔTURE DE L’OFFRE :</p> <p>Le 21 octobre 2015 à 15h00, heure d’Ottawa</p>	
<p>RETOURNER L’ORIGINAL Veuillez soumissionner en vous servant du présent formulaire et retourner à :</p>	<p>→ Commission de la capitale nationale Services d’approvisionnement 40, rue Elgin Centre de service, 3^e étage Ottawa, Ontario K1P 1C7 Référé au dossier de soumission de la CCN no. LW010</p>
<p>DESCRIPTION DES SERVICES:</p> <p>Service de contrôle de la neige et des glaces – deux locations</p>	<p>RÉGION:</p> <p>Gatineau (Québec)</p>

I. VISITE OBLIGATOIRES DES LIEUX

Les soumissionnaires sont invités à assister, à leur frais, à une visite **obligatoire** des lieux le 15 octobre 2015 à 11h00. Le point de rencontre se situe au 1, promenade Sussex via l’entrée de l’avenue du Princess porte de sécurité à la CCN Bureau du site aménagement. Vous **devez** confirmer votre présence au moins 24 heures à l’avance auprès du visite des lieux avec Sécurité CCN, par courriel : securityscreening@ncc-ccn.ca ou par téléphone au 613-239-5222. **Cartes et adresses des deux emplacements sera distribuées au cours de la visite du site.**

INVITATION À SOUMISSIONNER

Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

LW010

II. OFFRE

Le soumissionnaire soussigné (ci-après appelé "l'Entrepreneur") offre par les présentes à la Commission de la capitale nationale de fournir et livrer les services et/ou biens selon le devis, modalités et conditions pour **le(s) prix forfaitaire tout inclus** et/ou unitaire tous compris tel que mentionné(s) dans l'**Annexe A**.

III. ENTENTE GÉNÉRALE L'Entrepreneur convient:

3.1 le contrat est après la date d'attribution au 31 mai 2018. Deux autres l'année d'option(s) peuvent être exercés dans laquelle le contrat prendra fin le 31 mai 2019 ou le 31 mai, 2020.

3.2 de fournir avec votre soumission, à ses propres frais, les garanties suivantes:

- (a) avec votre soumission afin d'assurer la passation d'un contrat, un cautionnement de soumission d'une **société acceptable**, un chèque visé à l'ordre de la Commission de la Capitale nationale, ou une garantie en espèces au montant de 0% du montant de la soumission incluant taxes.
- (b) sur l'avis d'acceptation de la présente soumission, un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de main d'œuvre et de matériaux pour chacun 0% du montant de la soumission, ou, un chèque visé à l'ordre de la Commission de la capitale nationale au montant de 0% du montant de la soumission incluant taxes.

3.3 que la présente soumission et contrat, le devis, les instructions aux soumissionnaires, les conditions générales, les exigences en matière de sécurité, les exigences en matière de santé et sécurité au travail et tous attachements et addenda émis doivent être et forment la soumission intégrale, et que la présente offre est faite sous réserve des dispositions qu'elle contient;

3.4 que la présente soumission remplace et annule toutes les communications, négociations et conventions relatives aux travaux, sauf celles qui font partie de la soumission intégrale, qu'elle est irrévocable pour une période de 30 jours à compter de la date de clôture des soumissions susmentionnées;

3.5 que la soumission intégrale, y compris les dispositions qu'elle contient et sous réserve de ces mêmes dispositions, lorsque acceptée et signée pour le compte de la Commission, est l'essence même d'un contrat liant l'Entrepreneur et la Commission.

INVITATION À SOUMISSIONNER Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

LW010

IV. OFFRES ET L'ÉVALUATION

L'Entrepreneur confirme que le(s) montant(s) inscrit(s) ci-dessous représentent le(s) prix forfaitaire tout inclus et/ou unitaire tous compris mentionné(s) à la clause II:

(Se reporter à l'**annexe A** pour le Formulaire de soumission de prix - Proposition financière)

Dans une enveloppe cachetée distincte portant la mention « Proposition financière », il faut remettre l'annexe A, intitulée « Proposition financière » en un (1) exemplaire seulement.

La proposition détaillée devra être cachetée et porter clairement le numéro du dossier d'appel d'offres de la CCN qui est indiqué dans le document « Demande de convention d'offre à commandes ».

Les critères d'évaluation (se reporter à l'annexe B) seront évalués selon les exigences marquer indiquée à côté de chaque élément.

Les propositions qui obtiendront au moins la note de 70 pour cent pour l'évaluation technique seront jugées techniquement admissibles. Les enveloppes de proposition d'honoraires ne seront ouvertes que si les propositions sont techniquement admissibles.

L'offre sélectionnée sera celui qui présente la meilleure valeur globale entre critères évalués et prix. La meilleure valeur globale sera fondée sur un facteur pondéré de 30 pour cent pour l'évaluation technique et de 70 pour cent pour celui du prix.

L'attribution du marché sera le soumissionnaire qui rencontre toutes les modalités et conditions, et, qui présente à la CCN la meilleure valeur globale. La Commission se réserve aussi le droit de ne pas accepter la meilleure soumission au plan financier ni quelque soumission que ce soit, d'annuler la demande de soumission, et(ou) de faire paraître de nouveau la demande de soumission, dans sa forme originale ou en version modifiée. La Commission se réserve également le droit d'entamer des négociations avec le soumissionnaire retenu et(ou) tout autre soumissionnaire.

V. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Puisque la Commission de la capitale nationale adhère à la politique sur la sécurité du gouvernement, L'Entrepreneur doit s'assurer qu'aucun de ses employés ni aucune autre personne dont il est responsable et ayant la charge d'exécuter les obligations de l'Entrepreneur aux termes du présent Contrat ne représente un risque pour la sécurité. À la demande de la CCN, l'Entrepreneur doit veiller à ce que de telles personnes se soumettent au processus de filtrage de sécurité de la CCN afin que celle-ci puisse obtenir l'évaluation de sécurité de ces personnes avant qu'elles n'accèdent aux sites inclus au Contrat.

Pour ce présent contrat, il a été déterminé que la CCN exigera au minimum le statut de **l'accès du site**. Une vérification du crédit peut être effectuée lorsque les devoirs ou les tâches à accomplir la rendent nécessaire, ou s'il existe un casier judiciaire faisant état de ce type de délit. Vous référer au document de 2 pages intitulé Exigences en matière de sécurité.

INVITATION À SOUMISSIONNER Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

LW010

VI. FACTURATION

- Le entrepreneur aura le droit de recevoir les paiements dans les 30 jours, lorsque le représentant technique aura fait la livraison du certificat indiquant qu'effectivement la facture est authentique et exacte, que le entrepreneur a dûment effectué les travaux durant la période visée et a observé les termes du contrat.
- Facturation mensuelle selon l'échéancier suivant, basé sur le prix annuel convenu :
 - Octobre – 5 %
 - Novembre – 5 %
 - Décembre – 15 %
 - Janvier – 15 %
 - Février – 15 %
 - Mars – 15 %
 - Avril – 5 %
 - Mai – 25 %
- La Commission est une société d'État assujettie à la Taxe sur les biens et les services (TPS) et à la Taxe de vente provinciale (TVHO ou TVQ). L'entrepreneur doit indiquer séparément, avec la demande de paiement, le montant de la TPS et de la TVHO ou TVQ, dans la mesure applicable, que la Commission paiera. Ces montants seront versés à l'entrepreneur qui devra remettre les montants appropriés à Revenu Canada et aux gouvernements provinciaux appropriés. Le soumissionnaire gagnant doit remplir le formulaire T1204 au complet avant d'être attribuer un contrat.
- Toutes les factures doivent mentionner le numéro du contrat **xxxxxx (numéro à 6 chiffres sur la première page lorsqu'un contrat est exécuté entre le entrepreneur et la Commission)** et être soumises en trois exemplaires à :
 - Section des comptes payables
 - Commission de la capitale nationale
 - 3^e étage, 40, rue Elgin
 - Ottawa, ON K1P 1C7
 - ou, envoyé par courriel en format Adobe (fichier .pdf) à payables@ncc-ccn.ca.
- Afin de vous assurer d'un règlement rapide, veuillez préparer votre facture selon les prix cotés. Des erreurs dans la facturation peuvent causer des retards de paiement. Nous vous prions de soumettre votre facture à l'adresse mentionnée ci-dessus et indiquer clairement le numéro de contrat.

- VII.** Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent principal des contrats, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. Toutes les demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent principal des contrats examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent principal des contrats. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée

INVITATION À SOUMISSIONNER
Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
 CCN:

LW010

VIII. RÉCEPTION D'ADDENDA

Nous accusons réception des addenda suivants _____ . (Le soumissionnaire est tenu d'insérer le numéro de l'addenda s'il y a lieu) et en avons tenu compte dans le calcul de notre prix du contrat.

Nous OFFRONS de vendre et (ou) de fournir à la Commission de la capitale nationale, aux conditions et modalités énoncées dans la présente et au(x) prix soumis les articles et (ou) les services énumérés ci-dessus et sur toute feuille ci-jointe.

Nom et adresse de l'Entrepreneur :

Signature(s)

Title:

Date:

Téléphone:

Témoin(s)

Télécopieur:

Date:

Courriel :

Attesté et signé au nom de la Commission ce _____ jour de _____, 2015 en présence de:

SIGNATURE(S) DE LA CCN

TITRE

TÉMOIN(S)



Service de contrôle de la neige et des glaces à des résidences de la CCN dans le parc de la Gatineau

Cadre de référence

Septembre 2015

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION	3
2.	INSTRUCTIONS SPÉCIALES	3
3.	MODIFICATIONS	3
3.1.	DROIT DE RÉSILIATION DE LA CCN	3
3.2.	MODIFICATIONS À LA PORTÉE DU CONTRAT	3
3.1.	APRÈS L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	4
4.	OPÉRATIONS GÉNÉRALES	4
4.1.	VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX	4
4.2.	TRAVAUX COMPRIS	4
4.3.	INSTRUCTIONS SPÉCIALES	4
4.4.	REPRÉSENTANT DE LA CCN	4
4.5.	DISPONIBILITÉ	4
4.6.	TENUE VESTIMENTAIRE	4
4.7.	CODES ET NORMES	5
4.8.	VÉHICULES	5
4.9.	FRAIS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS	5
4.10.	PAIEMENT	5
4.11.	CONDUITE	5
4.12.	TOILETTES	6
4.13.	SÉCURITÉ	6
4.14.	NON-CONFORMITÉ	6
4.15.	RECONDUCTION	6
5.	OPÉRATIONS TECHNIQUES	6
5.1.	HORAIRE DE TRAVAIL	6
5.2.	SOUPLESSE	6
5.3.	DÉBRIS	6
5.4.	RAVITAILLEMENT	6
5.5.	ÉQUIPEMENT	7
5.6.	DOMMAGES	7
5.7.	SÉCURITÉ	7
5.8.	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES	7
5.9.	PRODUITS DE DÉGLAÇAGE	8
5.10.	PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	9
5.11.	IDENTIFICATION DES ROUTES ET DES SENTIERS	9
5.12.	ACCUMULATION DE NEIGE	9
6.	FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX	10
7.	FORMULAIRE DE PRÉSÉLECTION	11

Cadre de référence – SCNG à des résidences de la CCN dans le parc de la Gatineau

La Commission de la capitale nationale (CCN) cherche à obtenir des offres de la part d'entrepreneurs expérimentés qui pourront fournir les services de contrôle de la neige et des glaces (ci-après le «SCNG») à deux (2) résidences officielles dans le parc de la Gatineau, au Québec.

Les entrepreneurs doivent faire une soumission pour les deux emplacements.

Le contrat est établi pour une période de trois (3) ans environ, c'est-à-dire à partir de la date d'attribution jusqu'au mois de mai 2018, avec une possibilité de deux reconductions pour une année sur consentement mutuel des deux parties selon les mêmes paramètres.

1. INTRODUCTION

Le travail décrit dans le présent Cadre de référence du contrat traite de l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement, du matériel et des outils nécessaires pour réaliser les opérations de contrôle de la neige et des glaces (SCNG) dans les endroits désignés. Les limites exactes de chacun des sites de travail doivent être vérifiées avec les représentants de la CCN lors de la visite des lieux.

2. INSTRUCTIONS SPÉCIALES

Les travaux décrits dans le présent contrat doivent se dérouler de façon amicale, courtoise et axée sur la clientèle. Le professionnalisme doit être de rigueur en tout temps. Tous les gens invités sur le terrain bénéficient d'un droit de passage, et les travaux devront être réalisés à une distance n'entraînant aucune perturbation des activités. Une bonne combinaison de compétence et de rendement doit être mise en œuvre pour offrir des services de qualité d'enlèvement de la neige et de la glace, ce qui aidera la CCN à susciter la fierté et la satisfaction de toutes les personnes qui voient ces endroits prestigieux.

La CCN se réserve le droit d'examiner l'équipement de l'entrepreneur avant que le contrat ne soit accordé.

3. MODIFICATIONS

3.1. Droit de résiliation de la CCN

Conformément à l'article 4.0 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, on prévoit, dans chaque contrat comprenant le versement de sommes quelconques par la CCN, que tout paiement effectué en vertu du contrat est conditionnel à l'existence d'un crédit parlementaire pour l'exercice financier au cours duquel un engagement pris dans le cadre du contrat est échu et payable. S'il n'existe aucun crédit parlementaire, la CCN aura le droit d'émettre un avis à l'intention de l'entrepreneur pour ainsi mettre intégralement fin à l'entente.

Advenant que la CCN choisisse de retirer de façon permanente ou temporaire tout site ou toute activité d'entretien, l'entrepreneur sera alors libéré de tout droit ou de toute obligation supplémentaire provenant du présent cadre de référence à l'égard dudit site ou de ladite activité d'entretien, y compris, sans s'y limiter, le droit de recouvrer toute partie des honoraires du contrat qu'on aurait autrement dû verser à l'entrepreneur en raison dudit retrait. L'entrepreneur reconnaît que si la CCN devait retirer un site ou une activité d'entretien quelconque, il n'aurait aucun recours ni aucun droit à l'égard de dommages ou de recours en vertu des présentes modalités, de tout contrat ou autrement à l'égard de toute décision que prendrait la CCN.

3.2. Modifications à la portée du contrat

La CCN se réserve le droit de modifier toute partie des éléments visés, et ce, en tout temps pendant la durée du contrat en remettant à cet effet un avis écrit qui sera en vigueur à compter de la date stipulée, soit au moins dix

Cadre de référence – SCNG à des résidences de la CCN dans le parc de la Gatineau

(10) jours ouvrables après la date présumée de livraison dudit avis. Ces modifications seront des ajouts, des réaffectations, des révisions ou des retraits de sites ou d'activités et de sous-activités d'entretien (comme les opérations de chasse-neige, de soufflage ou d'enlèvement de la neige ou de curage des fossés).

3.3. Après l'attribution du contrat

La CCN informera par écrit l'entrepreneur de toute modification et fournira une description des sites, des activités ou des sous-activités qu'on doit ajouter, réaffecter, revoir ou retirer. Il n'y a aucune limite au droit de la CCN d'apporter des modifications.

4. OPÉRATIONS GÉNÉRALES

4.1. Visite obligatoire des lieux

La visite des lieux est **obligatoire**. Toutes les parties qui entendent présenter une offre **doivent** participer à la visite des lieux pour que leur offre soit valide. Veuillez consulter le document d'invitation à soumissionner pour avoir de plus amples renseignements sur la date, l'heure et l'endroit de cette visite obligatoire. Une seule visite sera organisée, et les parties doivent confirmer leur présence auprès du représentant de la CCN :

Sécurité CCN:

Téléphone: 613-239-5222

Courriel: securityscreening@ncc-ccn.ca

4.2. Travaux compris

Les travaux compris dans le présent cadre de référence consistent à fournir l'ensemble de l'équipement, du matériel, de la main-d'œuvre et des outils nécessaires à la réalisation des travaux décrits à la section 5 (Opérations techniques).

4.3. Instructions spéciales

Tous les soumissionnaires doivent se référer au paragraphe de la section 2 intitulé « Instructions spéciales ». Toutes conditions ou considérations particulières doivent être énoncées dans ce paragraphe et font partie intégrante du présent cadre de référence.

4.4. Représentant de la CCN

L'entrepreneur retenu doit s'assurer qu'il a été dûment informé et qu'il connaît le représentant officiel de la CCN pour la zone décrite ici. Bien que la responsabilité et l'autorité de la zone immédiate puissent être détenues ailleurs, le représentant officiel de la CCN reste l'unique personne-ressource de l'entrepreneur. Si ce représentant devait changer, un avis écrit sera envoyé à l'entrepreneur.

4.5. Disponibilité

Le soumissionnaire retenu doit prendre les dispositions nécessaires avec le représentant de la CCN, de concert avec l'agent des contrats de la CCN, afin d'assurer une liaison de communication pour les contacts normaux et pour les situations d'urgence. De plus, l'entrepreneur doit établir le degré d'autorité de son personnel.

4.6. Tenue vestimentaire

Le soumissionnaire retenu doit savoir qu'en vertu du règlement sur la tenue vestimentaire en vigueur à la CCN, tous les employés doivent être vêtus de façon propre et présentable. Tous les vêtements doivent être de la même couleur et du même style, le bleu étant exclu. Le nom de l'entreprise et celui de l'employé doivent être bien visibles, en tout temps, sur les vêtements extérieurs. Des chaussures approuvées portant le TRIANGLE VERT

Cadre de référence – SCNG à des résidences de la CCN dans le parc de la Gatineau

de la CSA doivent être portées en tout temps.

Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail prévu en vertu du présent contrat.

4.7. Codes et normes

Tous les travaux doivent être exécutés conformément aux codes et aux normes énoncés ci-dessous :

- *Code canadien du travail*, deuxième partie;
- *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et Règlement sur les établissements industriels;
- *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour les projets de construction;
- Code de construction et code de sécurité du Québec (le cas échéant);
- Tout autre code d'application provinciale ou locale, pourvu qu'on s'en remette aux exigences les plus strictes en cas de conflit ou de divergence.

4.8. Véhicules

Tous les véhicules utilisés par le soumissionnaire retenu doivent être propres et présentables et doivent répondre aux normes de sécurité provinciales. Le nom de l'entreprise doit être bien affiché sur les côtés des véhicules. Les points d'entrée du site seront indiqués durant la visite des lieux. Le stationnement des véhicules privés ne sera pas permis sur le site.

4.9. Frais d'élimination des déchets

L'entrepreneur est responsable de tous frais relatifs à l'élimination des déchets pendant la durée du contrat.

4.10. Paiement

- a) Le traitement des comptes en ce qui concerne les opérations planifiées d'enlèvement de la neige se déroulera à la fin de chaque mois au moment de la réception de la facture de l'entrepreneur. Le numéro du contrat de la CCN doit être indiqué sur chaque facture soumise par l'entrepreneur.
- b) Le paiement final sera retenu jusqu'à ce que tous les dommages qui auront été causés par l'entrepreneur au paysagement et aux installations aient été réparés, et ce, à la satisfaction du représentant de la CCN.

Facturation mensuelle selon l'échéancier suivant, basé sur le prix annuel convenu :

Octobre – 5 %
Novembre – 5 %
Décembre – 15 %
Janvier – 15 %
Février – 15 %
Mars – 15 %
Avril – 5 %
Mai – 25 %

4.11. Conduite

Tous les employés engagés doivent se comporter d'une manière polie et courtoise avec tous les résidents, les visiteurs de l'État, le public et le personnel. Le langage vulgaire, les cris, les gestes grossiers, les crachats ne seront pas tolérés.

Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail prévu en vertu du présent contrat.

4.12. Toilettes

Il n'y a pas de toilettes disponibles sur les lieux de travail.

4.13. Sécurité

Il sera exigé que tous les employés de l'entrepreneur, et ceux de tout sous-traitant régulier, se soumettent à un processus de filtrage de sécurité.

4.14. Non-conformité

NOTE : L'entrepreneur doit prendre bonne note qu'il pourrait voir son contrat résilié avec la réception d'un TROISIÈME avis de non-conformité (voir les paragraphes 4.6, 4.11, 5.3, 5.4, 5.7 et 5.8).

5. OPÉRATIONS TECHNIQUES

5.1. Horaire de travail

- a) L'entrepreneur doit enlever la neige à chaque précipitation, sept (7) jours par semaine.
- b) Les opérations d'enlèvement de la neige et de la glace doivent être maintenues telles que déterminées par le représentant de la CCN.
- c) Les opérations d'enlèvement de la neige et de la glace doivent se poursuivre si l'accumulation persiste au-delà des horaires déterminés.
- d) Les opérations d'enlèvement de la neige et de la glace ne peuvent prendre fin que lorsque tout a été complètement enlevé.
- e) La poudrière basse doit être enlevée deux fois par jour pour les résidences du Québec: Les horaires seront confirmés par le représentant de la CCN.

5.2. Souplesse

L'entrepreneur doit être prêt à retirer les employés et l'équipement du site sur demande du représentant de la CCN afin de laisser la place à toute fonction ou à toute activité spéciale qui pourrait se dérouler sur les lieux. La CCN avertira l'entrepreneur le plus longtemps possible d'avance lorsque cette situation se présentera. L'entrepreneur doit faire preuve d'une grande souplesse en raison de questions délicates sur le plan politique.

5.3. Débris

- a) Il est important de ramasser tous les débris sur le trajet qu'emprunte l'équipement d'enlèvement de la neige et de ne pas les déchiqeter ni les pousser dans un tas de neige.
- b) Tous les déchets ainsi recueillis seront retirés des lieux aux frais de l'entrepreneur.

Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail prévu en vertu du présent contrat.

5.4. Ravitaillement

- a) Le ravitaillement de tout l'équipement ne pourra se faire que dans le lieu de stationnement désigné.
- b) Il est interdit de retirer les réservoirs de carburant de cet endroit, sauf au moment du départ.
- c) Un extincteur d'incendie d'origine chimique entièrement fonctionnel doit se trouver sur le lieu du ravitaillement.

Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail

prévu en vertu du présent contrat.

5.5. Équipement

- a) Tout l'équipement apporté sur les lieux doit être propre, présentable et en excellent état de marche. De l'équipement rouillé et délabré ne sera pas toléré.
- b) Les fuites de liquides provenant de l'équipement ne seront pas tolérées.
- c) Le niveau de bruit de l'équipement doit être conforme au devis du fabricant, toutefois, tout équipement extrêmement bruyant devra être approuvé par la CCN.
- d) Toutes les opérations régulières d'entretien et de lubrification devront se dérouler à l'extérieur des lieux.
- e) Les petits ajustements et les réparations mineures seront autorisés dans le lieu de stationnement désigné.
- f) Si une panne devait survenir, on devra retirer l'équipement et le réparer hors des lieux. Le représentant de la CCN devra en être averti.
- g) S'il faut du matériel de remplacement pour poursuivre les opérations, l'entrepreneur devra le fournir dans les plus brefs délais et à ses frais, et en assurer le transport sur les lieux.

5.6. Dommages

- a) Le représentant de la CCN doit être averti sur-le-champ de tout dommage.
- b) Les dommages causés au matériel végétal, aux surfaces dures, aux structures ou à d'autres articles en raison des travaux de l'entrepreneur ou d'un défaut de son équipement et de son personnel doivent être réparés ou remplacés aux frais de l'entrepreneur.
- c) L'entrepreneur doit prendre soin de ne pas arracher la pelouse avec l'équipement d'enlèvement de la neige.
- d) Il doit pour cela laisser une couche de neige d'une épaisseur de 15 cm en dessus de la pelouse.
- e) Le dommage doit être réparé ou remplacé à la satisfaction du représentant de la CCN ou des propriétaires du bien concerné, et ce, dans les cinq (5) jours ouvrables après qu'on l'ait causé, si possible, ou à la fin de la saison hivernale.

5.7. Sécurité

- a) Un extincteur d'incendie d'origine chimique entièrement fonctionnel doit se trouver sur le lieu du ravitaillement.
- b) L'employé chargé d'enlever la neige autour des édifices devra porter un casque de sécurité.
- c) Les opérateurs de souffleuses à neige manuelles devront porter un équipement de protection pour les oreilles et les yeux.
- d) Des chaussures approuvées portant le TRIANGLE VERT de la CSA doivent être portées en tout temps.

Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail prévu en vertu du présent contrat.

5.8. Instructions générales

- a) Il est interdit de souffler, de chasser, d'accumuler ou de pelleter la neige contre ou sur les arbres, les arbustes, les clôtures, les édifices et autres aménagements. **Le non-respect de ce règlement du contrat peut amener l'exclusion des employés fautifs de tout travail prévu en vertu du présent contrat.**
- b) Fournir tous les équipements, les véhicules, la machinerie, les pelles, etc. nécessaires pour enlever la neige, ainsi que les produits de déglacage (voir le paragraphe 5.9) afin d'offrir tous les services de contrôle de la neige et des glaces (SCNG).
- c) L'entrepreneur doit offrir tous les SCNG sur et autour des routes, des aires de stationnement, des voies

Cadre de référence – SCNG à des résidences de la CCN dans le parc de la Gatineau

d'accès des pompiers et des accès aux bâtiments (entrées, sorties, portes, escaliers, marches, couloirs, etc.). Ces opérations comprennent, entre autres, l'enlèvement de la neige et de la glace, au moyen d'un balai, d'une souffleuse mécanique, d'un chasse-neige, par empilage, au moyen d'une pelle, ainsi que d'un produit de déglacage.

- d) Enlever toute la neige et la glace de toutes les routes indiquées par la Division des résidences officielles de la CCN pour garantir une utilisation et un passage continus et sécuritaires. S'assurer que toutes les places de stationnement sont exemptes de neige ou de glace en tout temps.
- e) Enlever les bancs de neige devant les accès piétonniers aux édifices, devant les points d'accès aux routes, devant les intersections des routes et devant les entrées des aires de stationnement.
- f) Enlever toute la neige et la glace sur les routes ayant un système de drainage (surfaces, drains, ponceaux, grilles, plaques d'égout, etc.).
- g) Enlever toute la neige et la glace sur toute surface (routes, aires de stationnement, voies de circulation, espaces ouverts, etc.).
- h) Déblayer les routes et les aires de stationnement d'une extrémité à l'autre. Aucun obstacle ou empiètement, quel qu'il soit n'est permis sur une route, une intersection, une aire de stationnement ou une place de stationnement.
- i) N'empiler la neige que dans les endroits désignés, déterminés chaque année par le représentant de la CCN.
- j) Les lieux d'empilage doivent être déterminés par le représentant de la CCN.
- k) Les panneaux de circulation et de signalisation et tout autre indicateur doivent être visibles en tout temps (par ex. : les bancs de neige qui cachent les panneaux ou de la neige ou de la glace qui collent sur les panneaux doivent être enlevés).
- l) Corriger les nids-de-poule ou toute autre situation dangereuse dès qu'ils apparaissent et selon les recommandations du représentant de la CCN.
- m) Les bancs de neige de plus d'un mètre doivent être enlevés selon les recommandations du représentant de la CCN (en moyenne trois fois par saison).
- n) Enlever les bancs de neige et de glace qui empiètent sur la partie utilisée de la route ou qui pourraient compromettre la visibilité de la circulation aux intersections.

5.9. Produits de déglacage

- a) Utiliser uniquement sur les surfaces asphaltées et non sur les chemins de gravier : Il est important d'utiliser un sel gemme conforme à la norme NAPP 2502 dont la taille est d'au plus 9,75 mm (3/8 po) et d'au moins 2,36 mm (1/8 po). Tout autre produit employé pour se débarrasser de la glace doit être approuvé par la CCN avant son utilisation. On ne doit procéder à aucune accumulation de sel ou de sable sur les terrains de la CCN ou du gouvernement sans avoir obtenu au préalable l'approbation de la CCN.
- b) Granules (sable antidérapant) (pour les chemins de gravier) : Les granules doivent être constitués de particules d'agrégat propres, broyées et effilées exemptes de particules molles, de limon, de matière végétale ou de tout corps étranger. Les granules doivent être effilés et angulaires et produits à partir de calcaire broyé. Il est important d'utiliser des granules de pierre broyée dont la taille est d'au plus 13 mm (1/2 pouce) et d'au moins 3 mm (1/8 pouce). (Nota : La taille du sable doit être confirmée pour les chemins de gravier.)

- c) Une substance abrasive doit être appliquée de façon continue lorsque des conditions glissantes sévissent (comme de la pluie verglaçante) et jusqu'à ce que les surfaces soient exemptes (et qu'elles le demeurent) de glace et de neige. Enlever toute substance abrasive en trop de façon quotidienne (la sorte de substance abrasive ou de produit de déglçage varie selon l'endroit — voir ci-dessus).

5.10. Protection contre les inondations

- a) Tout risque d'inondation doit être maîtrisé dans les huit (8) heures après son apparition.
- b) Inspecter et signaler chaque jour en automne, en hiver et au printemps et contrôler au besoin.
- c) Vérifier et dégager tous les puisards, les collecteurs d'eaux pluviales, les ponceaux et les drains après les orages et lorsque les températures sont clémentes.
- d) Enlever la glace, la neige et les débris des drains pour qu'il y ait un écoulement adéquat. Libérer les drains glacés ou obstrués et entretenir leur bon fonctionnement (les drains doivent être exemptes de glace en tout temps).
- e) Pratiquer des ouvertures dans les bancs de neige pour permettre à l'eau de s'écouler dans les fossés.
- f) S'assurer que les extrémités des ponceaux ne sont pas entravées par la neige et la glace.
- g) Toutes les mesures préventives de protection contre les inondations doivent être terminées (et répétées, au besoin) au moins 30 jours avant le dégel du printemps.

5.11. Identification des routes et des sentiers

Il incombera à la CCN :

- a) d'installer et d'enlever des panneaux ou des bornes d'identification des routes, des sentiers et des drains d'évacuation en cas de besoin;
- b) d'identifier sur place avec l'entrepreneur tous les puisards et les drains pour ensuite installer des bornes d'identification pour avertir les utilisateurs d'équipement de la présence d'obstacles, des limites pour l'enlèvement de la neige et des dangers.

5.12. Accumulation de neige

L'accumulation maximale de neige permise en tout temps lors d'une tempête est de trois (3) cm.

6. FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX (Annexe A)

***DOIT ÊTRE SIGNÉ ET PRÉSENTÉ DANS UNE ENVELOPPE SÉPARÉE ET CACHETÉE
CLAIREMENT IDENTIFIÉE « PROPOSITION FINANCIÈRE »**

PROPOSITION FINANCIÈRE

Site 1 – Opérations de SCNG (octobre à mai). Afin de réaliser les travaux décrits dans le devis. Le prix est une somme forfaitaire tous inclus pour chaque saison.

Saison	2015/16	2016/17	2017/18
Prix:	\$	\$	\$
Taxe:	\$	\$	\$
Prix total:	\$	\$	\$

Site 2 – Opérations de SCNG (octobre à mai). Afin de réaliser les travaux décrits dans le devis. Le prix est une somme forfaitaire tous inclus pour chaque saison.

Saison	2015/16	2016/17	2017/18
Prix:	\$	\$	\$
Taxe:	\$	\$	\$
Prix total:	\$	\$	\$

Les montants des contrats pour les deux (2) années d'option supplémentaires sera calculé à partir du pourcentage d'augmentation de l'indice des prix à la consommation publié, multiplié par les prix fixes pour 2017/18 (pour la 4^e année) et 2018/19 (pour la 5^e année).

Nom de la société : _____

Signature de la personne autorisée : _____ Date : _____

7. FORMULAIRE DE PRÉSÉLECTION

Nom de la société soumissionnaire : _____

a) Nombre d'années dans le domaine du déneigement et déglçage

Depuis combien d'années la SOCIÉTÉ travaille-t-elle dans le domaine du déneigement et du déglçage: _____ années.

Nombre d'années : 4 points pour chaque année, maximum de 12 points.

b) Associations

Liste des associations dont la société est présentement membre (veuillez joindre une photocopie à titre de preuve):

i. _____

ii. _____

Associations : 2 points par association, maximum de 4 points.

c) Références

Fournir deux (2) références de clients pour lesquels la société soumissionnaire a exécuté avec succès un contrat de **SCNG**.

Ces contrats doivent avoir été réalisés au cours des **TROIS** dernières années.

Les références doivent fournir clairement le : (Veuillez fournir des renseignements sur une feuille séparée)

Nom du client / de la société;

Nom de la personne-ressource;

Numéro de téléphone de la personne-ressource;

Poste de la personne-ressource;

Courte description des travaux effectués (c.-à-d. enlèvement de la neige, déglçage, période de temps etc.);

Superficie à débayer;

Emplacement exact de l'exécution des travaux.

Toutes les références seront vérifiées et des points seront accordés en fonction des critères suivants :

1) Travaux semblables à ceux visés par la présente demande;

(petite échelle = 1 pt, relativement semblable = 3 pts, même ou plus grande envergure = 6 pts)

2) Qualité des travaux exécutés;

3) Fiabilité de l'entrepreneur;

4) Célérité;

5) Professionnalisme;

6) Nombre d'années avec ce client : (1-2 ans = 1 pt, 3-5 ans = 4 pts, 6+ années = 6 pts)

Points accordés pour chaque critère : (bon 1pt, très bon 3 pts, excellent 5 pts sauf indication contraire)

La CCN se réserve le droit de faire un auto référence de ses propres fichiers si le prestataire de service a effectué des travaux pour le CCN.

d) Revenu de la société

Veillez inscrire le revenu de votre entreprise de déneigement et de déglacage pour chacune des trois dernières saisons.

2013	_____	\$ > 10k < 20k	1pt,	>20k < 30k	2pts,	>30k	3pts
2014	_____	\$ > 10k < 20k	1pt,	>20k < 30k	2pts,	>30k	3pts
2013	_____	\$ > 10k < 20k	1pt,	>20k < 30k	2pts,	>30k	3pts

e) Équipement

Veillez décrire l'équipement que vous utiliserez pour ce contrat :
(Voici quels sont les nombres **minimaux** d'équipements utilisés pour offrir les services de déneigement et de déglacage : 1 camion muni d'un chasse-neige et d'une gravillonneuse, 1 niveleuse ou rétrocaveuse pour les bancs et les accumulations de neige, 1 souffleuse poussée et des outils à main.)

Marque Modèle Année Largeur du chasse-neige Gravillonneuse

Camion : _____
6 points pour chacun, maximum de 12 points

Marque Modèle Année Largeur de lame Aile

Niveleuse : _____
6 points pour chacun, maximum de 12 points

Marque Modèle Année Largeur de godet

Rétrocaveuse : _____
6 points pour chacun, maximum de 12 points

Marque Modèle Année Puissance

Souffleuse à neige : _____
2 points pour chacun, maximum de 4 points

Marque Modèle Année Puissance Largeur

Souffleuse à neige à siège : _____
6 points pour chacun, maximum de 12 points

Veillez énumérer les détails des camions de **rechange/remplacement** disponibles aux fins de ce contrat :

Marque Modèle Année Puissance

Camion de rechange _____
6 points pour chacun, maximum de 6 points

f) Personnel

Personnel de SCNG de catégorie A. Veuillez donner la liste de tous les employés qui seront affectés à ce contrat.

Tous ces employés doivent faire partie de l'équipe de SCGN. **AUCUN** remplaçant ne sera permis sans le consentement du représentant de la CCN. (**Au moins** 2 employés).

Tous les employés doivent pouvoir obtenir une validation de sécurité leur permettant l'accès au site.

i. Poste de travail

Nom du contremaître : _____

Expérience dans le domaine du déneigement : ____/années
1 pt chaque année, maximum 5 pts

Années au sein de la société : _____/années
1 pt chaque année, maximum 5 pts

+++++

ii. Nom de l'opérateur :

Nom : _____

Expérience dans le domaine du déneigement : ____/années.
1 pt chaque année, maximum 5 pts

Années au sein de la société : _____/années.
1 pt chaque année, maximum 5 pts

+++++

iii. Nom de l'opérateur

Nom : _____

Expérience dans le domaine du déneigement : ____/années.
1 pt chaque année, maximum 5 pts

Années au sein de la société : _____/années.
1 pt chaque année, maximum 5 pts

Au besoin, veuillez inscrire tout renseignement additionnel sur une feuille séparée (maximum cinq (5) employés). Nous vous encourageons à nous fournir le plus de détails possible. (Les trois employés avec le haut marques seront utilisés pour l'évaluation.)

Nous nous réservons le droit de vérifier toute l'information.

Nous souhaiterons inspecter l'équipement avant d'accorder le contrat et nous communiquerons avec vous afin de prendre les dispositions nécessaires.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

1. Adresse

L'enveloppe contenant la soumission doit être adressée au Service des Finances et de l'Approvisionnement, Commission de la Capitale nationale, 40, rue Elgin, 3ième étage, Centre-d'Info, Ottawa (Ontario) K1P 1C7.

On doit indiquer clairement sur l'enveloppe, le nom et l'adresse du soumissionnaire, ainsi que la date et l'heure limites de réception des soumissions.

2. Réception des soumissions

La CCN doit recevoir les soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées. Le soumissionnaire doit poster ou livrer sa soumission à temps: les soumissions reçues après la date et l'heure indiquées seront refusées.

3. Soumissions non-acceptables

Soumissions non-présentées sur la formule jointe de soumission et de contrat.

Soumissions par télécopieur à moins d'avis contraire.

Soumissions et modifications reçues après la date et l'heure limites.

Soumissions incomplètes peuvent être rejetées.

Soumissions non signées seront sujet à être disqualifiées.

Si une garantie est exigée en vertu des présentes instructions et qu'elle n'est pas jointe à la soumission, cette dernière peut être rejetée.

4. Modification des soumissions

Le soumissionnaire peut modifier sa soumission par télécopieur, ou lettre reçue avant l'heure et date de fermeture des soumissions.

Les télécopieurs, lettres ou télégrammes, doivent indiquer clairement les modifications à apporter.

5. Garanties

1. Garantie accompagnant la soumission. Si une garantie est exigée en vertu des Clauses 2 de la formule de Soumission/Contrat, la soumission doit être accompagnée d'une garantie au montant indiqué.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

2. Garantie acceptable:

- i) Cautionnement de soumission d'une compagnie agréée par la CNN, à des conditions acceptées par cette dernière;

OU

- ii) Chèque visé tiré sur une banque soumise à la Loi sur les banques ou à la Loi sur les banques d'épargne du Québec, et établi au nom de la CCN;

OU

- iii) Obligations du gouvernement du Canada payables au porteur;

OU

- iv) Argent comptant.

3. Sur l'avis d'acceptation de la soumission:

1. Si cette dernière a une valeur inférieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi peut être appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat;

2. Si la soumission a une valeur supérieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi sera appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat.

6. Acceptation de la soumission

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

7. Façon de remplir la formule Soumission/Contrat

Indiquer les prix pour chaque unité de mesure ou quantité estimative sur la formule Soumission/Contrat ou inscrire le montant total de la soumission à la Clause 3.

Si les descriptions, unités de mesure et quantités estimatives figurent sur la formule Soumission/Contrat, inscrire le prix unitaire de chaque article, le multiplier par la quantité estimative, porter le résultat à la colonne Total et additionner les chiffres de cette dernière colonne pour obtenir le montant total. Calculer la TPS et la TVQ (si applicable) sur le montant totale.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

Dactylographier ou écrire lisiblement en lettres moulées dans chacune des cases appropriées la raison sociale complète et l'adresse d'affaires de l'entrepreneur.

Signer la formule de Soumission/Contrat à l'endroit prévu à cette fin et tel qu'indique ci-après:

La soumission doit être signée par le représentant de la société dûment autorisée et la qualité officielle du représentant doit figurer en regard de sa signature habituelle. Le sceau officiel de la société doit être apposer sur votre soumission.

Ne rien inscrire dans la case réservée à l'usage de la Commission de la Capitale nationale.

On doit présenter les soumissions dûment remplies en deux exemplaires dans l'enveloppe fournie à cette fin. Le soumissionnaire doit conserver la troisième exemplaire pour ses dossiers.

8. Assurances

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance ou payer les cotisations le protégeant ainsi que la CCN, contre les réclamations d'accidents de travail, les poursuites en dommages ou pour blessures corporelles, y compris le décès, et de toutes réclamations pour dommages à la propriété pouvant découler des travaux qu'il entreprend en vertu du présent marché. A titre de protection, les attestations d'assurance doivent être déposées à la CCN et tenues en vigueur jusqu'à ce que ladite Commission certifie que les travaux sont terminés.

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance nommant la Commission de la Capitale nationale comme bénéficiaire aux tiers d'au moins 2 000 000,00 \$ contre la responsabilité civile et les dommages matériels. L'assurance doit couvrir les dommages découlant d'un accident ou d'une négligence. L'entrepreneur doit déposer un exemplaire de la police auprès de la CCN avant le début des travaux.

REMARQUE: Les présentes instructions ne doivent pas être présentées avec votre soumission.

9. **Demandes de certificats d'approbations**

Dans tous les cas où des matériaux sont indiqués d'après la marque de commerce ou le nom du manufacturier, la soumission doit être fondée sur l'usage de ces matériaux. Durant la période de soumission, des matériaux de remplacement seront envisagés à condition que la description complète en soit donnée par écrit au moins sept jours avant la date d'échéance de la remise des soumissions. L'approbation des changements sera signifiée par l'incorporation d'un addenda aux documents de soumission.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Exigences relatives à la sécurité

La CCN respecte la *Politique sur la sécurité du gouvernement* du Conseil du Trésor et, par conséquent, elle exigera que les employés de l'entrepreneur se soumettent à une enquête de sécurité sur le personnel (Formulaire d'autorisation de sécurité SCT/TBS 330-60F). La CCN pourrait aussi procéder à une enquête de crédit lorsque les fonctions ou les tâches à exécuter l'exigent ou si un casier judiciaire contient une accusation ou une infraction de nature financière.

Les renseignements personnels associés à ces cotes de sécurité sont conservés dans la banque de données suivante: POU 917 – Contrôle de sécurité du personnel.

La CCN se réserve le droit de ne pas octroyer le contrat tant que les employés de l'Entrepreneur n'ont pas obtenu la cote de sécurité requise telle que définie par la sécurité de l'entreprise de la CCN. Dans le cas présent, le niveau de sécurité requis sera (**Fiabilité, accès aux sites, secret**)*.

**À des fins opérationnelles, en s'appuyant sur les avis et conseils de la sécurité de l'entreprise de la CCN, une mise à jour du niveau de sécurité (confidentiel, secret et très secret) peut-être requise suivant la nature délicate des renseignements et des biens à accéder.*

Informations supplémentaires

Dans le cadre de l'enquête de sécurité sur le personnel, les individus pourraient-être tenus de fournir une preuve de leur statut de citoyen canadien ou de résident permanent ainsi que toute autre information/documentation exigée par la sécurité de l'entreprise de la CCN pour compléter l'enquête de sécurité.

La CCN se réserve le droit de refuser l'accès aux employés qui ne réussissent pas à obtenir la cote de sécurité requise.

La CCN se réserve le droit d'imposer des mesures de sécurité supplémentaires dans le cadre du présent contrat si le besoin s'en fait sentir.

Selon une évaluation des menaces et des risques ou tout autre type d'évaluation de sécurité, la sécurité de l'entreprise de la CCN peut recommander des mesures additionnelles de sécurité matérielle pour tenir compte de changements aux menaces ou à des fins opérationnelles.

La CCN se réserve aussi le droit de demander que l'entrepreneur se soumette à une vérification d'organisme désigné et/ou à une attestation de sécurité d'installations – selon la nature de l'information qui lui sera confiée.

Représentant de l'entreprise en matière de sécurité

L'entrepreneur devra désigner un représentant de l'entreprise en matière de sécurité ainsi qu'un suppléant (pour les entreprises qui ont plus de cinq employés).

Les critères de sélection du représentant et de son suppléant sont les suivants :

- Ils doivent être des employés de la firme.
- Ils doivent posséder une cote de sécurité (la CCN traitera les cotes de sécurité une fois les individus désignés).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Responsabilités du représentant de l'entreprise en matière de sécurité

Les responsabilités du représentant sont les suivantes :

- Assurer la liaison entre la sécurité de l'entreprise de la CCN et l'entrepreneur pour garantir une bonne coordination.
- En collaboration avec la sécurité de l'entreprise de la CCN, identifier les employés de l'entrepreneur qui auront besoin d'accéder aux biens et sites de la CCN ou à de l'information détenue par la CCN **ainsi que tous les sous-traitants récurrents** (et leurs employés) qui auront besoin d'un accès similaire et ne pourront peut-être pas être supervisés par l'entrepreneur en tout temps durant les périodes d'accès. S'assurer que la documentation de l'enquête de sécurité sur le personnel soit exacte et complète lorsque soumise à la sécurité de l'entreprise de la CCN, pour les employés et les sous-traitants identifiés.
- S'assurer que les employés et/ou les sous-traitants, après avoir été informés de l'obtention de leur cote (**Fiabilité, accès aux sites, secret**), signent le certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité et les remettent à la sécurité de l'entreprise de la CCN.
- S'assurer que seules les personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité au niveau approprié et qui obéissent au principe du besoin de savoir, auront accès aux informations et aux biens.
- Maintenir une liste à jour des employés et/ou des sous-traitants qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.
- S'assurer de la bonne sauvegarde de tous les biens et informations, y compris tout bien ou information confié aux sous-traitants.
- Si l'on constate un manquement à la sécurité ou suspecte une infraction à la sécurité, préparer et soumettre un rapport d'événement à la CCN aussi tôt que possible.

Accès au site

Sauf indications contraires, toutes les visites sur sites considérés sensibles (résidences officielles) devront être coordonnées et approuvées par les Services de sécurité de la CCN.

Références

[Loi sur la protection de l'information](#)

[Loi sur l'accès à l'information](#)

[Loi sur la protection des renseignements personnels](#)

[Politique sur la sécurité du gouvernement](#)

Exigences en matière de santé et de sécurité du travail

1. Renseignements généraux

- 1.1 Dans le présent contrat, « SST » signifie « santé et sécurité du travail ».
- 1.2 Relativement au travail devant être exécuté en vertu du contrat, l'entrepreneur convient et accepte d'exécuter un travail équivalent ou supérieur aux normes des pratiques exemplaires prévalant dans l'industrie de la construction en date courante et de faire observer lesdites normes.
- 1.3 L'entrepreneur reconnaît que, dans la mesure où les sujets suivants peuvent être affectés par la réalisation des travaux, il est responsable de :
- 1.3.1 la santé et la sécurité des personnes sur le site;
 - 1.3.2 la sécurité des biens meubles sur le site;
 - 1.3.3 la protection des personnes sur les lieux adjacents au site;
 - 1.3.4 la protection de l'environnement.
- 1.4 Sans restreindre la portée de la section 1.3, l'entrepreneur reconnaît qu'il est tenu, convient et accepte de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables à la réalisation des travaux, incluant sans s'y limiter:
- (a) les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés en Ontario;
 - (b) la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés au Québec;
 - (c) les dispositions applicables du *Code canadien du travail, partie II*;
 - (d) les lois sur les normes du travail dans la ou les provinces où toute partie du travail est accomplie;
 - (e) toute politique ou directive émise par la CCN relativement à l'objet du contrat.

La CCN s'engage à transmettre par écrit à l'entrepreneur toutes les politiques et directives dont il est fait mention à l'alinéa (e) ci-haut au plus tard lors de la réunion préalable à la construction. L'entrepreneur est tenu de veiller à ce que toutes les politiques et directives soient communiqués à ses employés, et que les employés en ont pris connaissance et acceptent de s'y conformer. La CCN se réserve le droit d'exiger que l'entrepreneur soit tenu de faire preuve qu'il s'est acquitté de ces responsabilités à la satisfaction raisonnable de la CCN.

- 1.5 En signant un contrat avec la CCN, l'entrepreneur déclare et atteste à la CCN qu'il a pris connaissance et qu'il est au courant des obligations imposées par les mesures législatives dont il est question dans la section 1.4. ci-dessus.
- 1.6 Aux fins des mesures législatives provinciales pertinentes en matière de SST, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », et il accepte d'assumer toute responsabilité relative à l'exécution des engagements du « constructeur » ou du « maître d'oeuvre » en ce qui concerne les travaux prévus par le contrat. En cas de différend entre

l'entrepreneur et la CCN, indépendamment de toute décision d'une autorité compétente que la CCN est effectivement le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est responsable du financement de la mise en œuvre des mesures de protection requises pour se conformer aux exigences imposées au « constructeur » ou le « maître d'oeuvre ».

- 1.7 En ce qui concerne la CCN et l'entrepreneur, la décision de la CCN à savoir si l'entrepreneur s'acquitte de ses engagements en matière de SST est finale. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, advenant tout différend relativement aux directives fournies par le représentant désigné de la CCN, l'entrepreneur peut signaler le différend en question, mais il doit tout de même se conformer aux directives fournies.
- 1.8 Par la présente, l'entrepreneur dégage la CCN, ses agents et ses employés de toute responsabilité et s'engage à l'indemniser de tous et toutes réclamations, demandes, pertes, dépenses (y compris les honoraires juridiques sur une base d'indemnisation totale), dommages et actions en justice, poursuites ou procédures (ci-après nommés les « réclamations ») réclamés ou engagés par des tierces parties à la suite d'erreurs ou d'omissions commises par l'entrepreneur dans l'exécution du contrat. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, cette garantie s'applique à toute réclamation relative à la violation de toute loi ou de tout règlement en matière de SST.
- 1.9 La CCN doit fournir à l'entrepreneur :
 - 1.9.1 une description écrite des risques connus et prévisibles que présente pour la santé et la sécurité de chaque employé en raison de la nature du site;
 - 1.9.2 une liste du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site;
 - 1.9.3 une description écrite des circonstances particulières exigeant l'utilisation du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection exigés en vertu de l'alinéa 1.9.2, et la manière dont ils doivent être utilisés;
 - 1.9.4 un exemplaire de tout énoncé de politique ou procédure de la CCN ayant trait aux travaux et au site.
- 1.10 Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1.9, l'entrepreneur doit, avant d'entreprendre les travaux et à ses propres frais :
 - 1.10.1 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des risques que présente pour la santé et la sécurité le site, en vertu l'alinéa 1.9.1;
 - 1.10.2 fournir à toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site le matériel, l'équipement, les dispositifs et les vêtements de protection requis en vertu de l'alinéa 1.9.2;
 - 1.10.3 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des modes d'usage du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site, en vertu de l'alinéa 1.9.2, ainsi que des circonstances particulières exigeant leur utilisation;
 - 1.10.4 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des politiques et procédures dont il est mention à l'alinéa 1.9.4.

2. Compétences du personnel

- 2.1 En concluant le présent accord, l'entrepreneur déclare et atteste qu'il possède l'expérience, la formation, les titres de compétence et l'équipement requis permettant de se conformer aux exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut.
- 2.2 L'entrepreneur déclare et atteste que le personnel de supervision embauché par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution de toute partie des travaux possède l'expérience, l'autorité, la formation, les titres de compétences et l'équipement requis pour veiller au respect des exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut. De plus, l'entrepreneur convient et accepte de fournir les pièces justificatives qui peuvent être requises de temps à autre par la CCN afin de vérifier les compétences de ce personnel.

3. Attestation

- 3.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir une attestation de paiement de la Commission des accidents du travail. Lorsque la durée du projet est supérieure à soixante jours, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des certificats à jour au moins tous les soixante jours. Si l'entrepreneur ne fournit pas de certificats à jour, la CCN peut immédiatement résilier le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 3.2 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des données antérieures sur les lésions subies par son personnel, y compris tous les rapports d'incidents de la Commission des accidents du travail. Ces données doivent présenter l'information relative aux trois années précédentes.

4. Plans, politiques et procédures

- 4.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de soumettre les documents ci-dessous à l'examen et l'approbation de la CCN :
- (a) un exemplaire de la politique de l'entrepreneur en matière de SST;
 - (b) un programme et un plan de sécurité spécifique au travail qui doit être exécuté conformément au contrat, lequel plan doit comprendre une évaluation et une analyse des risques, une description des méthodes de travail sécuritaires, les protocoles de déclaration des incidents et des lésions, des rapports périodiques sur la conformité aux obligations en matière de SST, y compris toute politique, pratique ou procédure, sauf disposition différente dans la présente, ainsi qu'un plan d'intervention en cas d'urgence spécifique au site;
 - (c) des dossiers sur la formation en SST de membres du personnel et de leurs remplaçants responsables des questions de SST.

L'entrepreneur convient et accepte de soumettre les fiches signalétiques requises à l'examen et l'approbation de la CCN, et ce avant de se présenter au site pour réaliser les travaux auxquels se rapportent les fiches signalétiques.

L'approbation de la CCN ne modifie pas les dispositions du contrat relativement à l'imputation de la responsabilité d'exécution ou de la non-exécution des engagements en matière de SST. Malgré ladite approbation, l'entrepreneur doit respecter ses engagements.

- 4.2 L'entrepreneur convient et accepte qu'avant d'entreprendre les travaux, il doit assister à une séance d'information préalable à la construction au cours de laquelle on doit établir toutes les pratiques et les procédures qui doivent être respectés dans l'exécution du travail. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1.4(e) ci-dessus, les représentants de l'entrepreneur qui assistent à la séance d'information sont tenus de fournir une attestation écrite dans laquelle ils affirment que les pratiques et procédés exposés dans la séance d'information ont été bien compris et seront respectés.
- 4.3 En tout temps et lorsqu'il y a lieu pendant l'exécution des travaux, la CCN est autorisée à vérifier la manière dont l'entrepreneur exécute ses engagements en matière de SST et à déterminer s'il se conforme aux dispositions du projet ou aux politiques, pratiques et procédures en matière de SST. Si la vérification met à jour tout manquement de la part de l'entrepreneur dans l'exécution desdits engagements en matière de SST, la CCN est autorisée à corriger immédiatement lesdites lacunes aux frais de l'entrepreneur, et elle se réserve le droit de résilier immédiatement le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 4.4 L'entrepreneur convient et accepte de se conformer à toutes les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- 4.5 L'entrepreneur reconnaît et accepte que lorsque requis par toute loi et tout règlement s'appliquant à la réalisation des travaux, il doit établir et maintenir un comité de santé et de sécurité au travail pour le projet. L'entrepreneur reconnaît et accepte également qu'il doit permettre à des membres du personnel d'assister à toutes les réunions pertinentes sur la sécurité et que les coûts engagés pour ce faire, y compris les coûts attribuables à la suspension des activités, sont inclus dans le prix de la soumission et ne peuvent pas être récupérés par d'autres moyens.
- 4.6 Lorsque le régime de réglementation provincial pertinent l'exige, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est tenu de présenter un avis de projet à l'organisme de réglementation pertinent et qu'il est tenu d'exécuter toute autre tâche administrative requise pour répondre aux engagements imposés dans le régime de réglementation provincial pertinent.
- 4.7 **(Facultatif selon les dangers ou la portée du projet).** L'entrepreneur convient et accepte qu'il doit embaucher et affecter au travail un professionnel en SST compétent et autorisé à titre de coordonnateur de la santé et la sécurité, lequel doit:
- (a) avoir une expérience pratique minimale de deux (2) ans en milieu de travail et spécifique aux activités associées à (indiquer le sujet spécifique);
 - (b) avoir une connaissance pratique de base des règlements spécifiés en matière de SST,
 - (c) veiller à ce qu'une formation en SST soit suivie et qu'il soit interdit à tout membre du personnel qui n'a pas reçu la formation requise d'avoir accès au lieu de travail pour exécuter les travaux requis;
 - (d) prendre en charge la mise en œuvre, l'application quotidienne et le suivi du plan de SST spécifique au lieu de travail;
 - (e) être sur place pendant l'exécution du travail.
- Les parties acceptent qu'au lieu d'embaucher un professionnel en SST, l'entrepreneur pourra confier ces services à un sous-traitant.
- 4.8 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur convient et accepte de participer avec la CCN à une entrevue de rendement « après les travaux » afin d'évaluer le rendement de l'entrepreneur relativement aux engagements en matière de SST en vertu du contrat. Sans préjudice de la portée

générale des dispositions précédentes, l'entrevue déterminera les secteurs de conformité et de non-conformité à propos des questions suivantes :

- (a) l'efficacité du travail effectué;
- (b) les exigences en matière de déclaration et les modalités d'application;
- (c) la correction des lacunes.

L'entrepreneur reconnaît et accepte que les résultats de l'entrevue « après les travaux » pourront être utilisés par la CCN pour évaluer les soumissions futures présentées par l'entrepreneur en vue d'autres projets de la CCN.

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions des termes

Dans le contrat, l'expression

- a) "Architecte/Ingénieur" désigne toute personne qui peut être expressément désignée par le directeur général adjoint - Développement ou en son nom en vertu de l'adjudication du présent contrat;
- b) "travaux" comprend la totalité des ouvrages main-d'oeuvre, matériaux, matières et choses que l'Entrepreneur est tenu de faire, de fournir et d'exécuter en vertu du contrat.

2. Cession du contrat et de Sous-contrats

L'Entrepreneur ne peut céder le contrat sans le consentement par écrit de la Commission. Il ne peut adjuger la totalité ou une partie des travaux à un sous-entrepreneur sans le consentement de l'Architecte/ingénieur. Chaque adjudication faite à un sous-entrepreneur doit se conformer à toutes les modalités et conditions du présent contrat qui peuvent raisonnablement s'y appliquer.

3. Membres de la Chambre des communes

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à être partie du contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

4. Indemnisation

L'Entrepreneur doit tenir la Commission de la capitale nationale indemne et à couvert de toutes réclamations, pertes, frais, dommages, actions, poursuites et procédures par suite, à cause ou à l'occasion de l'activité de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf ceux découlant d'un manque ou d'un vice du titre de propriété sur l'emplacement des travaux ou d'une contrefaçon d'un brevet d'invention relatif au dessin fourni par la Commission de la capitale nationale, mais comprenant ceux découlant des omissions, des actes non justifiés et des retards dans l'exécution des travaux du contrat.

5. Propriété de la Commission de la capitale nationale

L'entrepreneur est responsable envers la Commission de la capitale nationale de toutes pertes ou dommages, autres que l'usure ou la détérioration raisonnables, causés à la propriété de la Commission de la capitale nationale lors de l'exécution des travaux, attribuables ou non à des causes indépendantes de sa volonté. L'Entrepreneur ne se servira de la propriété que selon les instructions de l'Architecte/Ingénieur et il devra faire rapport à l'Architecte/Ingénieur de l'usage qu'il fait de ladite propriété en tout temps lorsqu'on le lui demandera.

CONDITIONS GÉNÉRALES

6. Lois et permis municipaux

L'entrepreneur respectera toutes les lois et tous les règlements relatifs aux travaux, qu'ils soient d'origine fédérale, provinciale ou municipale, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que la Commission de la capitale nationale et il devra payer tous les permis et certificats exigés relativement à l'exécution des travaux.

7. Main-d'oeuvre et matériaux canadiens

L'Entrepreneur emploiera de la main-d'oeuvre et des matériaux canadiens dans l'exécution des travaux, dans toute la mesure où ils seront disponibles, et il s'adressera au Centre de main-d'oeuvre du Canada afin de recruter ce personnel.

8. Publicité

- a) L'Entrepreneur ne permettra pas de cérémonie publique, n'érigera pas ou ne permettra pas l'érection d'enseignes ou de publicité, relativement aux travaux, sans la permission de l'Architecte/Ingénieur.
- b) Toutes les enseignes extérieures érigées par l'Entrepreneur doivent être en français et en anglais et soumises à l'approbation de la CCN.

9. Matériaux, outillage, etc. deviennent propriété de la Commission de la capitale nationale

Tous les matériaux et tout l'outillage utilisés et fournis pour les travaux deviennent la propriété de la Commission de la capitale nationale, ne seront pas enlevés de l'emplacement des travaux et ne seront pas utilisés à d'autres fins que ces travaux tant que, s'ils ne sont pas incorporés aux travaux, l'Architecte/Ingénieur n'aura pas certifié qu'ils ne sont plus requis aux fins des travaux. L'Entrepreneur est responsable des pertes et des dommages causés aux matériaux et à l'outillage appartenant à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article.

10. Surintendant et ouvriers de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur gardera un surintendant compétent en tout temps à pied d'oeuvre jusqu'à l'achèvement des travaux à moins d'avoir reçu une autorisation contraire de l'Architecte/Ingénieur. Le Surintendant doit être acceptable à l'Architecte/Ingénieur et avoir l'autorité de recevoir au nom de l'Entrepreneur les ordres et les communications relatifs au contrat. Tout surintendant et ouvrier que l'Architecte/Ingénieur ne peut pas accepter parce qu'il est incompetent, qu'il se conduit mal ou qu'il constitue un danger pour la sécurité nationale, sera renvoyé des lieux des travaux et remplacé séance tenante.

CONDITIONS GÉNÉRALES

11. Coopération avec les autres Entrepreneurs

L'Entrepreneur coopérera entièrement avec les autres entrepreneurs et ouvriers que l'Architecte/Ingénieur enverra sur le chantier. Si l'envoi au chantier d'autres entrepreneurs et ouvriers ne pouvait être raisonnablement prévu par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du contrat et si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a encouru des dépenses supplémentaires en se conformant au présent article, et si l'Entrepreneur a donné par écrit un avis préalable de trente jours avant de présenter un réclamation, la Commission de la capitale nationale doit payer à l'Entrepreneur le coût de ces dépenses supplémentaires calculé en conformité de l'article 20.

12. Obligations de l'Entrepreneur et du sous-entrepreneur et réclamations contre eux

- a) L'Entrepreneur acquittera toutes ses obligations légitimes et fera droit à toutes les réclamations légitimes faites contre lui en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le présent contrat obligera la Commission de la capitale nationale à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur, et il fera, sur demande, une déclaration statutaire témoignant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations.
- b) Aux fins d'acquitter les obligations légitimes de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de faire droit aux réclamations légitimes faites contre eux en conséquence de l'exécution des travaux, la Commission de la capitale nationale peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat et après appropriation et négociation du dépôt de garantie, mentionné à l'article 18 ci-après, s'il y a lieu, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur ou aux autres personnes qui font lesdites réclamations.

13. Droits et obligation de l'Architecte/Ingénieur

- a) Aura accès aux ouvrages en tout temps lors de l'exécution des travaux et l'Entrepreneur fournira à l'Architecte/Ingénieur tous les renseignements et l'aide dont il aura besoin afin de s'assurer que les travaux sont exécutés selon les exigences du contrat.
- b) Décidera de toute question de savoir si quelque chose a été fait comme l'exige le contrat ou de savoir ce que l'Entrepreneur est tenu de faire en vertu du contrat, y compris les questions touchant l'acceptabilité, la qualité et la quantité de la main-d'oeuvre, de l'outillage et des matériaux utilisés dans l'exécution des travaux et celles concernant le calendrier et le programme des diverses phases de l'exécution des travaux;
- c) Aura le droit d'ordonner l'exécution des travaux supplémentaires, d'éliminer ou de changer entièrement ou en partie les travaux prévus par les plans et les devis. L'Architecte/Ingénieur décidera si ce qui a été fait ou n'a pas été fait en conformité de directives données en vertu du présent alinéa a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur en vertu du contrat sera augmenté ou diminué en conséquence suivant un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après. L'Entrepreneur se conformera à toute décision ou directive donnée par l'Architecte/Ingénieur en conformité du présent article.

CONDITIONS GÉNÉRALES

14. Retard ou vice d'exécution

Lorsque l'Entrepreneur tarde à commencer, exécuter ou compléter les travaux ou ne se conforme pas à une directive ou à une décision rendue en bonne et due forme par l'Architecte/Ingénieur, ou a omis de remplir un engagement en vertu du contrat, l'Architecte/Ingénieur peut prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à l'omission de la part de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur remboursera à la Commission de la capitale nationale tous les frais, les dépenses et les dommages encourus ou subis par la Commission de la capitale nationale par suite de l'omission de la part de l'Entrepreneur ou en remédiant à ladite omission. En plus des mesures correctives déjà mentionnées dans le présent article, la Commission peut, si l'omission se poursuit pendant six jours après que l'Architecte/Ingénieur en a averti l'Entrepreneur par écrit, mettre fin au contrat en conformité de l'article 17 (3).

15. Changements des conditions du sol, retard de la part de la Commission de la capitale nationale

- a) aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur pour des dépenses supplémentaires encourues, pour perte ou dommage subi ou pour quelque raison que ce soit, à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la dépense supplémentaire, la perte ou le dommage est directement attribuable:
 - i) s'il s'agit d'un contrat à montant fixe, à un écart considérable entre les renseignements sur les conditions du sol à pied d'oeuvre consignés dans les plans et devis et les conditions réelles du sol à cet endroit.
 - ii) à la négligence ou à un retard se produisant après la date du contrat, de la part de la Commission de la capitale nationale, à fournir tous renseignements ou à faire tout ce qu'elle est tenue expressément de faire par contrat ou selon l'usage de métier ou l'Entrepreneur n'ait présenté un avis par écrit de sa réclamation à l'Architecte/Ingénieur pour des dépenses supplémentaires, des pertes ou des dommages, dans les trente (30) jours de la date où il s'est rendu compte des conditions différentes du sol, ou de la date du début de la négligence ou du retard. Le montant de tout paiement supplémentaire à faire en vertu du présent article sera calculé en conformité de l'article 20.
- b) Si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a réalisé une économie par suite des conditions différentes du sol, dont il est fait mention au sous-alinéa ci-dessus, le montant de cette économie sera déduit du prix du contrat dont il est fait état à la clause 1 de l'Offre et Entente.

16. Protestation contre une décision de l'Architecte/Ingénieur

Si, dans 10 jours de la communication par l'Architecte/Ingénieur d'une décision ou directive rendue ou émise par l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a donné à l'Architecte/Ingénieur un avis écrit par lequel il accepte cette décision ou directive sous réserve, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur le coût, calculé en conformité de l'article 20, de tout ce que l'Entrepreneur a été obligé de faire, par suite de la décision ou directive, en sus de ce que le contrat, correctement compris, l'aurait obligé de faire.

CONDITIONS GÉNÉRALES

17. Suspension ou résiliation du contrat

1. La Commission peut en tout temps suspendre ou résilier le contrat en donnant un avis par écrit à cet effet à cet effet à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur se conformera à cet avis immédiatement.
2. Si la Commission suspend les travaux pour une période de trente (30) jours au moins, l'Entrepreneur devra achever les travaux lorsqu'on le lui demandera il aura droit au paiement de compensation calculé en conformité de l'article 15 ci-dessus. Si la Commission suspend les travaux pour une période supérieure à 30 jours, l'Entrepreneur peut demander à la Commission de résilier le contrat en vertu de l'alinéa (4) ci-après.
3. Si la Commission met fin au contrat parce que l'Entrepreneur a failli à l'exécution des travaux, est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, l'obligation de la Commission de la capitale nationale à faire des paiements à l'Entrepreneur cessera dès lors et aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la Commission de la capitale nationale peut faire des paiements supplémentaires sans subir de préjudice financier. La résiliation du contrat en conformité du présent alinéa ne libérera l'Entrepreneur d'aucune obligation juridique ou contractuelle autre que celle d'achever l'exécution matérielle des travaux. Dans de telles circonstances, l'Architecte/Ingénieur peut achever ou faire achever les travaux de la manière qu'il juge convenable, et tous les frais encourus et les dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du non-achèvement des travaux par l'Entrepreneur seront payables à la Commission de la capitale nationale par l'Entrepreneur.
4. Si la Commission met fin aux travaux d'une façon autre que celle prévue à l'alinéa 3 ci-dessus, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après et sujet aux suppléments et aux déductions prévus par les Conditions générales ou les Conditions de travail, moins tous les paiements faits en conformité de l'article 26 (3) ci-après. En aucun cas cependant, ce montant payé ne devra dépasser le montant qui aurait été payable si l'Entrepreneur avait mené son contrat à terme.

18. Dépôt de garantie

Si l'Entrepreneur fournit un dépôt de garantie relativement au présent contrat, on l'utilisera selon les dispositions du Règlement sur les marchés de l'État; cependant, si l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, la Commission de la capitale nationale peut s'approprier ou négocier le dépôt à son propre usage. Si l'Entrepreneur dépose un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux relativement au présent contrat, l'Entrepreneur placera à cet effet un avis sur les lieux de travail indiquant le nom et l'adresse de la compagnie de garantie, la définition des personnes protégées par ce cautionnement et une explication générale de la procédure à suivre pour présenter une réclamation.

CONDITIONS GÉNÉRALES

19. Aucun paiement supplémentaire

Le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat ne sera ni diminué ni augmenté en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de l'outillage, de la main-d'oeuvre ou des matériaux; toutefois, dans le cas d'une modification à une taxe particulièrement affectant le coût des matériaux incorporés ou à incorporer dans les travaux, et imposée par la Loi sur l'accises, la Loi sur la taxe d'accises, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur les douanes et le tarif des douanes, et rendue publique après la date de présentation des soumissions, un ajustement convenable peut être fait.

20. Établissement des coûts

Aux fins des articles 11, 13(3), 15, 16 et 17(4), le montant payable à l'Entrepreneur sera, sous réserve des dispositions de l'article 26(2ii) ci-après, basé sur les prix unitaires, s'il en est, établis à la clause 4 de l'Offre et Entente. Si ces prix unitaires ne sont pas applicables, L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur pourront s'entendre sur le montant payable. S'il n'y a pas entente, le montant payable sera le montant des dépenses raisonnables et justes payées ou légalement payables par l'Entrepreneur et directement attribuables aux travaux plus 10% de ces mêmes dépenses pour couvrir les frais généraux, y compris les frais de financement et d'intérêt, et le profit, tel que certifié par l'Architecte/Ingénieur.

21. Écriture à tenir par l'Entrepreneur

1. L'Entrepreneur devra tenir des écritures complètes concernant ses chiffres estimatifs et le coût réel des travaux ainsi que les appels d'offre, devis estimatifs, contrats, correspondance, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, les tenir à la disposition de la Commission ou de personnes agissant en son nom à des fins de vérification et d'inspection, leur permettre d'en prendre des copies et d'en faire des extraits et leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent, de temps à autre, exiger relativement à ces écritures.
2. En vertu du présent article, les écritures tenues par l'Entrepreneur devront être conservées intactes pendant une période de deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement conformément à l'article 24 des Conditions générales ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que la Commission peut fixer.
3. L'Entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants et toutes les entreprises, sociétés et personnes qui contrôlent directement ou indirectement l'Entrepreneur à se conformer aux paragraphes 1 et 2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

22. Prolongation du délai

La Commission peut, à la demande de l'Entrepreneur faite avant le jour fixé pour l'achèvement des travaux, accorder une prolongation du délai d'exécution. L'Entrepreneur devra payer à la

CONDITIONS GÉNÉRALES

Commission de la capitale nationale un montant égal aux frais et dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du retard dans l'achèvement des travaux, à moins que la Commission ne juge que ce retard est attribuable à des phénomènes indépendants de la volonté de l'Entrepreneur.

23. Déblaiement de l'emplacement

À l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur déblaiera et nettoiera les travaux et leur emplacement à la satisfaction et en conformité des directives de l'Architecte/Ingénieur.

24. Certificats de l'Architecte/Ingénieur

Le jour où les travaux seront achevés et où l'Entrepreneur se sera conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en conformité du contrat à la satisfaction de l'Architecte/Ingénieur, celui-ci délivra à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire, l'Architecte/Ingénieur délivra en même temps un Certificat définitif de mesure indiquant les quantités totales utilisées ou employées relativement aux classes et aux unités mentionnées au Tableau des prix unitaires et indiquant toutes les modifications apportées subséquentement à celui-ci, en vertu de la clause 4 de l'Offre et Entente, lequel certificat lie la Commission de la capitale nationale et l'Entrepreneur.

25. Rectification des défauts

Lorsque l'Entrepreneur recevra de l'Architecte/Ingénieur un avis lui enjoignant de rectifier à ses propres frais toute défectuosité et tout vice, quelle qu'en soit la cause, il le fera dans le délai spécifié dans l'avis en question, si la défectuosité ou le vice se manifeste dans les travaux dans les douze mois qui suivent la date du Certificat définitif d'achèvement.

26. Paiement

1. La Commission de la capitale nationale paiera, et l'Entrepreneur acceptera comme paiement total pour les travaux achevés et exécutés, un paiement par lequel le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente pris avec l'ensemble des montants payables par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 11, 13(3), 15(1), 16, et 19 dépasse l'ensemble de tous les paiements faits par la Commission de la capitale nationale en vertu de l'article 12 et de l'indemnisation et des montants payables à la Commission de la capitale nationale ou des frais et des dommages encourus par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 4, 5, 9, 13(3), 14, 15(2), 17(3), 19 et 22.
2. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire:
 - i) Le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente sera considéré comme étant le montant obtenu en additionnant les produits des prix unitaire énoncés dans la clause 4 de l'Offre et Entente tels que modifiés en vertu du sous-alinéa ii) ci-après, si applicable, et les quantités réelles des unités en question telles qu'énoncées dans le Certificat définitif en mesure de

CONDITIONS GÉNÉRALES

- l'Architecte/Ingénieur, sous réserve de tout ajustement prévu au sous-alinéa (ii) du présent alinéa.
- ii) L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur peuvent, en vertu d'une entente par écrit, ajouter au tableau des prix unitaires susmentionnés d'autres classes de main-d'oeuvre, etc., unités de mesure quantités estimatives et prix par unité, et ils peuvent si les quantités réelles énoncées dans le Certificat définitif de mesure susmentionné sont de plus de 15% supérieures ou inférieures aux quantités estimatives relativement à tout article figurant au tableau des prix unitaires susmentionné modifier les prix unitaires relatifs à ces articles figurant dans le tableau des prix unitaires, sous réserve que si les quantités réelles excèdent les quantités estimatives de plus de 15%, la modification précitée aux prix unitaires ne s'applique qu'aux quantités réelles excédant 115% des quantités estimatives. Lorsque l'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur ne pourront s'entendre sur le montant de tout ajustement prévu dans le présent sous-alinéa, les prix unitaires modifiés ou nouveaux seront déterminés en conformité de l'article 20 ci-dessus.
3. Si le montant du contrat dépasse 5 000 \$, l'Entrepreneur aura le droit de recevoir des acomptes sur présentation de demandes d'acompte qui devront être approuvées par des rapports sur l'avancement des travaux publiés par l'Architecte/Ingénieur de mois en mois. Le montant d'un acompte à payer à l'Entrepreneur sera égal à 90% de la valeur des travaux que l'Architecte/Ingénieur certifie dans le rapport sur l'avancement des travaux comme ayant été achevés depuis la date de la dernière demande d'acompte, s'il en est. Lorsqu'un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux a été fourni relativement au contrat, le montant à payer en vertu du présent alinéa sera égal à 95% de la valeur certifiée par l'Architecte/Ingénieur.
4. Soixante jours après que l'Architecte/Ingénieur aura émis un Certificat définitif d'achèvement, le montant décrit dans l'alinéa 1) du présent article moins l'ensemble des montants, s'il en est, payés en vertu de l'alinéa 3) du présent article, deviendra dû et payable à l'Entrepreneur.
5. Nonobstant les alinéa 3) et 4) du présent article, aucun paiement ne sera dû et payable à l'Entrepreneur s'il n'a pas fourni une Déclaration statutaire et vertu de l'article 12 et un cautionnement de garantie ou de dépôt de garantie en vertu de la clause 2 de l'Offre et Entente.
6. Un paiement émis par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article ne saurait tenir lieu de preuve que les travaux sont achevés de manière satisfaisante ou en conformité du contrat.
7. Le retard de la Commission de la capitale nationale à effectuer un paiement aux termes du présent article ne saurait constituer une violation de contrat. Cependant, sous réserve de l'alinéa 5) du présent article, si le paiement d'une demande d'acompte en vertu de l'alinéa 3) du présent article n'est pas fait dans les 60 jours de la date de réception de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, ce paiement sera considéré comme arriéré et l'Entrepreneur aura droit à des intérêts de 5% par année sur le montant arriéré, calculés pour la période commençant à la fin du quarante-quatrième jour suivant la réception de ladite demande d'acompte et se terminant le jour où le paiement est effectué.

CONDITIONS GÉNÉRALES

8. La Commission de la capitale nationale peut déduire de tout montant payable ou dû par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat, le montant de toute dette due à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat ou de tout autre contrat conclu entre l'Entrepreneur et la Commission de la capitale nationale.

27. Assurance responsabilité

L'entrepreneur doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat une assurance de responsabilité civile générale désignant la Commission à titre de coassurée et couvrant les réclamations pour blessures corporelles (y compris le décès), dommages à la propriété et responsabilité civile découlant de tout accident ou événement lié à l'exécution du contrat et protégeant la Commission pour un montant d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 \$) par événement. Il ne doit pas y avoir de droit de subrogation de l'entrepreneur ou de l'assureur et la police d'assurance doit renfermer une clause de divisibilité d'intérêts. L'entrepreneur doit remettre une copie du certificat d'assurance à la Commission dans les cinq jours suivant l'attribution du contrat. La Commission a le droit d'annuler le contrat si elle ne reçoit pas ce certificat, auquel cas le contrat sera nul et non avenu.

New supplier / Nouveau fournisseur Update / Mise à jour

Supplier No. / N° du fournisseur

**APPENDIX II SUPPLIER-DIRECT DEPOSIT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM
APPENDICE II FOURNISSEUR-FORMULAIRE DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS DE L'IMPÔT**

For NCC use only / À l'usage de la CCN seulement

PART 'A' - IDENTIFICATION / PARTIE 'A' - IDENTIFICATION

Legal name of entity or individual / Nom légal de l'entité ou du particulier		Operating name of entity or individual (if different from Legal Name) / Nom commercial de l'entité ou du particulier (s'il diffère du nom légal)	
Former Public Servant in receipt of a PSSA Pension / Ancien fonctionnaire qui reçoit une pension en vertu de la LPFP		<input type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non
An entity, incorporated or sole proprietorship, which was created by a Former Public Servant in receipt of a PSSA pension or a partnership made of former public servants in receipt of PSSA pension or where the affected individual has a controlling or major interest in the entity. / Une entité, constituée en société ou à propriétaire unique, créée par un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, ou un partenariat formé d'anciens fonctionnaires touchant une pension en vertu de la LPFP, où les entités dans lesquelles ils détiennent le contrôle ou un intérêt majoritaire.		<input type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non
Address / Adresse		Telephone No. / N° de téléphone :	Fax No. / N° de télécopieur :
Postal code / Code postal		()	()

PART 'B' - STATUS OF SUPPLIER / PARTIE 'B' - STATUT DU FOURNISSEUR

(1) Sole proprietor / Propriétaire unique <input type="checkbox"/>	If sole proprietor, provide: / Si propriétaire unique, indiquez :	Last Name / Nom de famille	First name / Prénom	Initial / Initiale
(2) Partnership / Société de personnes <input type="checkbox"/>	SIN - mandatory for (1) & (2) / NAS - obligatoire pour (1) & (2)	Corporation / Société <input type="checkbox"/>	Business No. (BN) / N° de l'entreprise (NE)	
GST/HST / TPS et TVH		QST / TVQ (Québec)		
Number / Numéro : _____		Number / Numéro : _____		
Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>		Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>		
Type of contract / Genre de contrat				
Contract for services only / Contrat de services seulement <input type="checkbox"/>		Contract for mixed goods & services / Contrat de biens et services <input type="checkbox"/>		Contract for goods only / Contrat de biens seulement <input type="checkbox"/>
Type of goods and/or services offered / Genre de biens et/ou services rendus :				

PART 'C' - FINANCIAL INSTITUTION / PARTIE 'C' - RENSEIGNEMENTS SUR L'INSTITUTION FINANCIÈRE

Please send a void cheque with this form / Veuillez, s.v.p., envoyer un spécimen de chèque avec ce formulaire

Branch Number / N° de la succursale	Institution No. / N° de l'institution :	Account No. / N° de compte :
Institution name / Nom de l'institution :		Address / Adresse :
Postal Code / Code postal :		

PART 'D' - DIRECT DEPOSIT PAYMENT NOTIFICATION / PARTIE 'D' - AVIS DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT

E-mail address / Adresse courriel :

PART 'E' - CERTIFICATION / PARTIE 'E' - CERTIFICATION

<p>I certify that I have examined the information provided above and it is correct and complete, and fully discloses the identification of this supplier.</p> <p>Where the supplier identified on this form completes part C, he hereby requests and authorizes the National Capital Commission to directly deposit into the bank account identified in part C, all amounts payable to the supplier.</p>	<p>Je déclare avoir examiné les renseignements susmentionnés et j'atteste qu'ils sont exacts et constituent une description complète, claire et véridique de l'identité de ce fournisseur.</p> <p>Lorsque le fournisseur indiqué sur ce formulaire remplit la partie C, par la présente, il demande et autorise la Commission de la capitale nationale à déposer directement dans le compte bancaire indiqué à la partie C, tous les montants qui lui sont dus.</p>		
Name of authorized person / Nom de la personne autorisée	Title / Titre	Signature	Date
Telephone number of contact person / Numéro de téléphone de la personne ressource : ()			

IMPORTANT

<p>Please fill in and return to the National Capital Commission with one of your business cheque unsigned and marked « VOID » or a letter from your bank (for verification purposes).</p>	<p>Veillez remplir ce formulaire et le retourner à la Commission de la capitale nationale avec un spécimen de chèque de votre entreprise non signé et portant la mention « ANNULÉ » ou une lettre de votre banque (à des fins de vérification).</p>
Mail or fax to: Procurement Assistant, Procurement Services National Capital Commission 202-40 Elgin Street Ottawa, ON K1P 1C7 Fax: (613) 239-5007	Poster ou télécopier à : Assistant à l'approvisionnement Services de l'approvisionnement Commission de la capitale nationale 40, rue Elgin, pièce 202 Ottawa (Ontario) K1P 1C7 Télécopieur : (613) 239-5007

SUPPLIER – DIRECT DEPOSIT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM

FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS DE L'IMPÔT

Supplier Tax Information

Pursuant to paragraph 221(1) (d) of the *Income Tax Act*, NCC must declare form T-1204, contractual payments of government for services, all payments made to suppliers during the calendar year in accordance to related service contracts (including contracts for mixed goods and services).

The paragraph 237(1) of the *Income Tax Act* and the article 235 of the Income Tax Regulations require the supplier to provide all necessary information below to the organization who prepares the fiscal information forms.

Questions: Sylvie Monette, Accounts Payable and Receivable Officer – (613) 239-5678, ext. 5156 or sylvie.monette@ncc-ccn.ca

Direct deposit payment information

All amounts payable by NCC to the supplier will be deposited directly into the account you identified in part C. A NCC payment advice notice will also be sent to you by e-mail detailing the particularities of the payment to the address identified in part D.

You must notify the NCC of any changes to your financial institution, branch or account number. You will then have to complete a new form.

The account you identified has to hold Canadian funds at a financial institution in Canada.

The advantages of direct deposit payment

Direct deposit payment is a convenient, dependable, safe and timesaving way to receive your invoice payment. Direct deposit payment is completely confidential.

Funds made by direct deposit payment will be available in your bank account within two (2) days after receiving the NCC payment advice notice.

Renseignements sur les fournisseurs aux fins de l'impôt

En vertu de l'alinéa 221(1) (d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la CCN est tenu de déclarer, à l'aide du formulaire T-1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, tous paiements versés aux fournisseurs pendant une année civile en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

Le paragraphe 237 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et l'article 235 du Règlement de l'impôt sur le revenu obligent les fournisseurs à fournir toutes les informations demandées ci-dessous à l'organisme qui prépare les formulaires de renseignements fiscaux.

Questions : Sylvie Monette, Agent aux comptes fournisseurs et comptes clients – (613) 239-5678, poste 5156 ou sylvie.monette@ncc-ccn.ca

Renseignements sur le paiement par dépôt direct

Tous les montants versés par la CCN au fournisseur seront déposés directement dans le compte identifié à la partie C. Un avis de paiement de la CCN détaillant les particularités du paiement par dépôt direct vous sera envoyé par courriel à l'adresse courriel identifiée à la partie D.

Vous devez aviser la CCN de tout changement d'institution financière, de succursale ou de numéro de compte. Vous devrez donc remplir un nouveau formulaire.

Le compte que vous désignez doit être un compte en monnaie canadienne, détenu dans une institution financière au Canada.

Avantages du paiement par dépôt direct

Le paiement par dépôt direct est une méthode pratique, fiable et sécuritaire, qui permet de gagner du temps dans la réception de vos paiements de factures. Le paiement par dépôt direct est entièrement confidentiel.

Les paiements effectués par dépôt direct seront disponible dans votre compte bancaire dans un délai de deux (2) jours après que la CCN envoie l'avis paiement.